

Amadeo Bordiga (1899-1970)

Socialiste italien

“La doctrine du diable au corps”

TRADUCTION DE L'ITALIEN
dans la tradition anonyme européenne

Texte paru dans *Battaglia Comunista*.
No 21, 1951.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Amadeo BORDIGA

"LA DOCTRINE DU DIABLE AU CORPS".

Texte paru dans *Battaglia Comunista*, no 21, 1951. Traduction de l'italien achevée le 1^{er} décembre 2006.

Texte publié avec l'autorisation du traducteur qui préfère publier dans la tradition des traducteurs anonymes européens.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5" x 11")

Édition numérique réalisée le 8 mai 2007 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



Table des matières

[Introduction](#)

[HIER](#)
[AUJOURD'HUI](#)

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Pour que les boussoles qui ont perdu le nord indiquent à nouveau le bon cap, il est indispensable de voir clair dans la question du capitalisme d'État.

Nous avons essayé d'apporter de nombreuses contributions, tirées du bagage des notions traditionnelles de l'école marxiste, visant à démontrer que le capitalisme étatique n'est pas seulement l'aspect le plus récent du monde bourgeois, mais que ses formes, même les plus achevées, sont très anciennes et sont celles-là mêmes de la naissance du type capitaliste de production ; elles ont servi de facteurs primordiaux de l'accumulation primitive et ont précédé de beaucoup le cadre fictif et conventionnel, qui a bien plus sa place dans l'apologie que dans la réalité, de *l'entreprise privée*, de la *libre initiative* et autres belles choses.

Comme on l'a déjà dit, il existe dans le camp des communistes de gauche antistaliniens de nombreux groupes qui ne partagent pas ce point de vue. Sur la base des textes originels, nous leur disons par exemple :

« Partout où il existe, partout où existe la forme économique de marché, le capitalisme est une force *sociale*. C'est une force de *classe*. Et il a à sa disposition *l'État* politique. »

Et nous ajoutons la formule qui exprime bien, pour nous, les tout récents aspects de l'économie mondiale :

« Le capitalisme d'État n'est pas la soumission du *capital* à l'*État*, mais la soumission plus étroite de l'*État* au *capital*. »

Ces groupes estiment au contraire que les termes de la première thèse étaient « exacts jusqu'en 1900, époque où on a coutume de faire débiter la phase de l'expansion impérialiste, et restent en eux-mêmes actuels mais sont incomplets lorsque l'évolution du capitalisme attribuée à l'État la fonction de soustraire les vicissitudes terminales de cette évolution à l'initiative privée. »

Et ils s'en vont répétant que nous serions des retardataires dans le monde de la « culture » économique si nous ne comprenions pas que, dans le cas où celle-ci cesse d'être en phase avec l'histoire, elle cesse d'être marxiste, et si nous ne demandions pas à compléter l'analyse de Marx par l'étude de *l'économie étatique* en la découvrant dans les textes dus à la « puissante personnalité » de l'économiste Kaiser. Vieille et fatale manie ! Une thèse qui prétend exprimer certains rapports entre des choses et des faits se vérifie en la confrontant aux *choses* et aux *faits* et non au vu de la *signature* en se fondant sur la puissante ou impuissante *personnalité* de l'auteur !

En fait de personnalité, que nous importe celle d'un Kaiser, et si ce dernier en vient en 1950 à ébrécher l'idée de l'initiative privée, nous savons bien que Maître Karl ¹ l'a réduite en miettes un bon siècle auparavant : on comprend que nous le sachions en notre qualité de retardataires butés et de lecteurs paresseux des dernières éditions...

Pour le marxisme, la notion de l'initiative privée *n'existe pas* : baissez les yeux sur le cadran de la boussole plutôt que de les lever au ciel de l'air de quelqu'un qui entend des paradoxes (paradoxe : ce qui paraît faux aux oreilles ordinaires et qui pourtant est très vrai).

¹ It. : *Don Carlo*.

En mille discours de propagande, nous avons dit que le programme socialiste consistait à *abolir la propriété privée* des moyens de production et cela est juste en tenant compte des gloses de Marx sur le programme de Gotha et de celles de Lénine sur Marx. *Propriété*, disions-nous, et non *économie* privée. L'économie précapitaliste était privée, c'est-à-dire individuelle. « Propriété » est un terme qui ne désigne pas un pur rapport économique, mais un rapport juridique, il fait entrer en ligne de compte non pas les seules forces productives, mais les rapports de production. Propriété privée signifie droit privé sanctionné par les codes bourgeois : cela nous ramène à *l'État* et au pouvoir, facteurs de force et de violence aux mains d'une classe. Notre vieille et saine formule ne signifie rien si elle n'implique déjà que, pour dépasser l'économie capitaliste, il faut laisser derrière soi les piliers juridiques et étatiques qui lui correspondent.

Ces notions élémentaires devraient suffire à déjouer le piège contenu dans la thèse suivante : une fois la propriété individuelle devenue propriété d'État, une fois l'usine nationalisée, le programme socialiste est réalisé.

Entendons nous : les groupes dont nous contestons l'avis ne soutiennent pas que le capitalisme d'État soit déjà du socialisme, mais ils tombent dans l'affirmation qu'entre capitalisme *privé* et socialisme, il constituerait une troisième et nouvelle forme. Ils disent en effet qu'il existe deux époques différentes : celle où « l'État a davantage l'ancienne fonction de gendarme que celle de partie prenante à l'économie » et celle où « il élève au maximum de puissance l'exercice de la force afin de protéger spécialement l'économie qui y est centralisée. » Quant à nous, nous disons que dans ces deux formules, rédigées avec plus ou moins de bonheur, ou pour mieux dire aux deux époques historiques le capitalisme est le même, la classe dominante est la même, l'État historique ² est le même. L'économie est l'ensemble du champ social où se déroulent les événements de la pro-

² Le texte du journal est peut-être fautif ; on attend plutôt *Etat politique*.

duction et de la distribution, et tous les hommes y participent ; l'État est une organisation spéciale qui agit dans le champ social et l'État de l'époque capitaliste y a *toujours* la fonction de gendarme et de protecteur des intérêts d'une classe et du type de production correspondant historiquement à cette classe. L'État qui centralise en lui l'économie est une formule inadéquate. Pour le marxisme, l'État est *toujours* présent dans l'économie ; son pouvoir et sa violence *légal*e sont, du début à la fin, des facteurs économiques. On peut tout au plus s'exprimer ainsi : dans certains cas, l'État assume, par son administration, la gestion d'entreprises industrielles ; et s'il assume la gestion de toutes, il aura *centralisé* la gestion des entreprises, mais en aucun cas *l'économie*. Jamais, surtout, tant que la distribution s'effectue au moyen du prix monétaire (qu'il soit fixé administrativement ou non n'a aucune importance) et que, par conséquent, l'État est une firme parmi d'autres, un contractant parmi d'autres ou, bien pis, dans la mesure où l'État considère que chacune de ses entreprises nationales est une *firme*, à la manière des travaillistes, churchilliens et staliniens. Pour sortir de là, il n'est pas question de mesures administratives, mais du problème de la force révolutionnaire et de la guerre de classe.

Le problème est mieux posé dans un intéressant bulletin des camarades du « groupe français de la gauche communiste internationale » dont nous ignorons, pour notre plus grand plaisir, les noms et *personnalités* des auteurs. Il est posé sous forme de questions censées, méritant un développement adéquat et en opposition aux vues du fameux groupe Chaulieu ³, influencé par la théorie de la « décadence » et du passage du capitalisme à la *barbarie*, laquelle en somme devrait inspirer l'horreur au même titre que les régimes « bureaucratiques ». Une théorie dans laquelle on ne comprend vraiment pas vers quel Kaiser pointent les boussoles, aussi longtemps qu'on se contente de discourir sur le marxisme. A propos de *décadence* du capitalisme, nous disposons d'éléments du bulletin interne de notre mouvement, où il est question de la fausse théorie de la courbe descendante. Hors de toute

³ Il s'agit de Castoriadis, fondateur du groupe *Socialisme ou Barbarie*.

arrogance scientifique, elle est bien stupide la théorie qui dit : Ô capitalisme, fais ton office, jette nous en prison, roule nous dans la farine, réduis nous à trois pelés qui ne méritent même pas un coup de pied : hâtons-nous de nous refaire une santé ; tout ça signifie que tu es en pleine décadence. Qu'est-ce que ce serait s'il n'y était pas...

Quant à la barbarie, elle s'oppose à *civilisation* et donc à *bureaucratie*. Nos ancêtres barbares, les veinards, n'avaient pas d'appareils structurés fondés (ô vieil Engels !) sur deux éléments : un territoire et une classe dominante définis. Existaient le clan, la tribu, mais pas encore la *civitas*. « Civitas » signifie cité et aussi État. « Civilisation », opposée à barbarie, signifie organisation étatique et forcément bureaucratie. Davantage d'État, de civilisation, de bureaucratie, tant que se succèdent les *civilisations de classes*. Voilà ce que dit le marxisme. Ce n'est pas le retour à la barbarie, mais la marche vers la *supercivilisation* qui nous roule dans tous les territoires que dominant les monstres des *superorganisations* étatiques d'aujourd'hui. Mais laissons à leur crise existentielle ceux de « Socialisme ou Barbarie » que réfute le bulletin cité dans un texte au titre juste : *Deux ans de bavardage*⁴. Parmi nous, il est interdit de *bavarder*⁴, c'est connu !

Venons-en aux formulations équilibrées de la question par les camarades français : *Définition de la classe dirigeante des pays de capitalisme d'État – Exactitude ou insuffisance de la définition : capitalisme, héritier des révolutions libérales*.

La conclusion vers laquelle tend ce groupe est la seule juste : cesser de présenter la bureaucratie comme une classe autonome, perfidement réchauffée dans le sein du prolétariat, et la considérer comme un vaste appareil lié à une situation historique donnée de l'évolution mondiale du capitalisme. Nous voilà donc sur la bonne voie : la bureaucratie dont toutes les sociétés de classe ont disposé n'est pas une classe ni une force productive, elle est une des formes de la produc-

⁴ En français dans le texte.

tion propres à un cycle donné de domination de classe. Dans certaines phases historiques, elle paraît entrer en scène à titre de protagoniste ; nous allions dire nous aussi : dans les phases de décadence ; c'est au contraire dans les phases prérévolutionnaires et de plus grande expansion. Pourquoi qualifier de décadente la société prête à l'intervention de la *révolution - sage-femme* ⁵, de l'accoucheuse qui fera naître la société nouvelle ? Ce n'est pas la femme enceinte qui est décadente, mais la femme stérile. Les Chaulieu voient le ventre énorme de la société capitaliste et ils confondent la piètre habileté de l'accoucheuse devant l'utérus enflé avec une infécondité imaginaire de la société en gestation. Ils accusent le bureaucratisme du Kremlin de nous avoir donné un socialisme mort-né par abus de pouvoir, alors que la faute est de ne pas avoir empoigné les forceps de la révolution pour déchirer le ventre de l'Europe-Amérique mis sous pression par la vigoureuse accumulation de capital, et d'avoir consacré des efforts inutiles à une matrice inféconde. Et peut-être seulement non fécondée si l'on déserte la bataille de la récolte pour celle des semailles.

Passons à la partie d'économie marxiste pure après un seul et bref éclaircissement. La proposition « capitalisme, héritier des révolutions libérales », citée à juste titre comme essentielle, contient la thèse historique précise : il existe un cycle, une trajectoire unique de classe, celle du capitalisme, de la révolution bourgeoise à la révolution prolétarienne, et il ne faut pas la fragmenter en plusieurs cycles sauf à renoncer au marxisme révolutionnaire. Mais il faut dire comme un peu plus loin : capitalisme né des révolutions *bourgeoises*, et non *libérales*. Il serait encore mieux de dire : des révolutions « antiféodales ». C'est en effet le point de vue de l'apologétique bourgeoise que le libéralisme, en tant qu'idée générale, était le but et le mobile de ces révolutions. Marx vient le démentir et, pour lui, leur fin historique est la destruction des obstacles dressés devant la domination de la classe capitaliste.

⁵ En français dans le texte.

Ce n'est que dans ce sens que la brève formulation est exacte. Il s'ensuit clairement : le capital peut bien se dépouiller du libéralisme sans changer de nature. Et il s'ensuit tout aussi clairement : le sens de la *dégénérescence*⁶ de la révolution en Russie n'est pas d'être passée de la révolution pour le communisme à la révolution pour un *type développé* de capitalisme, mais à la *pure et simple* révolution capitaliste, c'est-à-dire contribuant à la domination capitaliste dans le monde entier et éliminant par étapes successives les vieilles formes féodales et asiatiques dans les différentes aires. Puisque, dans la situation historique des 17^{ème}, 18^{ème} et 19^{ème} siècles, la révolution capitaliste devait revêtir des formes libérales, elle revêt, au 20^{ème}, des formes totalitaires et bureaucratiques.

La différence ne dépend pas de variations qualitatives fondamentales du capitalisme, mais de l'énorme écart de développement quantitatif, tant en intensité dans chaque métropole qu'en diffusion sur la planète.

Et que le capitalisme, en vue de sa conservation comme de son développement et de son élargissement, utilise de moins en moins la parlotte libérale et de plus en plus les moyens de police et l'étouffement bureaucratique, ne fait pas douter une seconde, si la trajectoire historique reste bien en vue, que ces mêmes moyens devront servir la révolution prolétarienne. Celle-ci maniera violence, pouvoir, État et bureaucratie : *despotisme*, dit le *Manifeste* vieux de 103 ans, en utilisant le terme le plus péjoratif ; puis il saura s'en débarrasser.

Le chirurgien ne dépose pas le bistouri ensanglanté avant que le nouvel être ait fait entendre, avec sa première inspiration, l'hymne à la vie.

⁶ En français dans le texte.

HIER

[Retour à la table des matières](#)

Avec la disparition des personnes privées qui organisent la production en qualité de propriétaires d'entreprise, la forme fondamentale du capitalisme ne disparaît donc pas ? Voilà, dans le domaine économique, l'objection qui arrête beaucoup de gens.

Marx nomme cent fois « le capitaliste ». D'autre part, le mot « capital » vient de *caput* signifiant tête, et donc, traditionnellement, est capital toute richesse liée à, *mise au nom* ⁷ de tout propriétaire en titre. *Pourtant*, la thèse (à laquelle nous consacrons depuis longtemps des exposés qui n'apportent rien de neuf mais ne font qu'*expliquer*) affirmant que l'analyse marxiste du capitalisme ne comporte pas nécessairement la *personne* de l'entrepreneur, reste vraie.

Les citations de Marx seraient innombrables. Nous concluons par une seule.

Prenons le prétendu capitalisme « classique » de la « libre » entreprise. Marx met toujours ces adjectifs entre guillemets. Ils n'appartiennent qu'à l'école économique bourgeoise qu'il combat et détruit par ses thèses. Voilà le point qu'on oublie toujours.

On suppose naturellement qu'il existe, aux mains de Monsieur X, premier capitaliste en date, une masse de monnaie. Bien. Des sections entières de l'œuvre de Marx répondent à la question : comment est-ce possible ? Les réponses sont variées : vol, pillage, usure, marché noir et, comme on l'a souvent vu : ordre du roi ou loi de l'État.

⁷ It. : *intestata*, verbe dont la racine est « *testa* », *tête*.

Alors X, au lieu de garder sa bourse pleine de pièces d'or et de les faire glisser chaque nuit entre ses doigts, agit en citoyen imbu des idées de civilisation, de libéralisme et d'humanisme : il fait noblement affronter à son capital les risques de la circulation.

Donc, premier élément : argent accumulé.

Second élément : achat de matières premières, les classiques balles de coton brut rencontrées en tant de chapitres et de paragraphes.

Troisième élément : achat d'un immeuble où installer la fabrique et des métiers pour filer et tisser.

Quatrième élément : organisation et direction techniques et administratives ; le capitaliste classique y pourvoit ; il a étudié, circulé, voyagé et imaginé les nouveaux systèmes qui, en façonnant les balles et en fabriquant les filets en masse, les rendront moins coûteux ; il habillera à bon marché les loqueteux d'hier et même les Noirs d'Afrique centrale habitués à aller nus.

Cinquième élément : les ouvriers qui actionnent les métiers. Ils ne seront pas obligés de fournir une once de coton brut ou ne serait-ce qu'une petite canette de rechange, ce qui arrivait aux temps semi-barbares de la production individuelle. Mais gare, en même temps, s'ils emportent un seul bout de coton pour repriser leur pantalon. Ils touchent une compensation, juste équivalent du temps de travail.

Une fois ces éléments combinés, il en résulte ce qui est le mobile et le but de tout le procès : la masse des filés ou des tissus. Le fait essentiel est que le capitaliste seul peut la porter au marché ; et la totalité du gain monétaire lui revient.

Toujours cette vieille histoire. C'est vrai. Vous connaissez la petite comptabilité. Sortie : le coût du coton brut – la somme compensant

l'usure des bâtiments et des machines – les salaires des ouvriers. Entrée : le prix de la vente du produit. Cette partie dépasse la somme des autres et la différence constitue le bénéfice, le profit de l'entreprise.

Que le capitaliste fasse ce qu'il veut de l'argent récupéré est de peu d'importance. Il pourrait aussi bien disposer de la somme initiale sans rien fabriquer. L'important est qu'après avoir tout racheté et reconstitué tous les stocks, de valeur égale au premier investissement, il détient une nouvelle quantité de valeur. Il est sûr qu'il peut la consommer individuellement. Mais socialement, *il ne le peut pas et quelque chose* le contraint à l'investir en grande partie, à la ramener à l'état de nouveau capital.

Marx dit que la vie du capital ne consiste qu'en son mouvement comme valeur en voie de multiplication permanente. La volonté personnelle du capitaliste n'y est d'aucune nécessité et ne pourrait s'y opposer. Le déterminisme économique n'oblige pas seulement le travailleur à vendre son temps de travail, mais également le capital à s'investir et à s'accumuler. Notre critique du libéralisme ne consiste pas à dire qu'il existe une classe libre et une, esclave : l'une est exploitée et l'autre profiteuse, mais toutes deux sont liées aux lois du type historique de production capitaliste.

Ce procès n'est donc pas interne à l'entreprise, mais *social*, et ne peut être compris qu'ainsi. On trouve déjà chez Marx les hypothèses selon lesquelles les divers éléments se détachent de la personne de l'entrepreneur et sont tous remplacés par la participation à une quote-part du bénéfice réalisé dans l'entreprise productive. Premier élément : l'argent peut être celui d'un prêteur, d'une banque et fournir un intérêt périodique. Second élément : de ce fait, les matériaux acquis avec cet argent ne sont pas au fond propriété de l'entrepreneur, mais celle du financier. Troisième élément : en Angleterre, le propriétaire d'un édifice, d'une habitation ou d'une fabrique peut ne pas l'être du sol qu'il occupe ; quoi qu'il en soit, habitation et fabrique peuvent être loués. Rien n'interdit que le soient également les métiers et toutes les

machines et outils. Quatrième élément : il se peut que l'entrepreneur n'ait pas les connaissances techniques et administratives de direction ; il loue alors les services d'ingénieurs et de comptables. Cinquième élément : les salaires des travailleurs ; évidemment, leur versement s'effectue aussi à partir des avances du financier.

La fonction stricte d'entrepreneur se réduit à flairer si on recherche sur le marché certaines quantités de produit dont les prix de vente dépassent le coût total de tout ce que nous venons d'énumérer. Ici la classe capitaliste prend les traits plus précis de celle des entrepreneurs, qui est une force sociale et politique, base principale de l'État bourgeois. Mais la couche des entrepreneurs ne se confond pas avec celle des propriétaires d'argent, du sol, des immeubles, fabriques, stocks de marchandises, machines etc.

Deux formes et points sont fondamentaux pour reconnaître le capitalisme. L'un est que ne soit pas entamé ni ne puisse l'être le droit de l'entreprise de production à disposer des produits et du gain tiré de ces produits (prix forcés ou réquisitions de marchandises n'entament pas ce droit au gain). Ce qui protège ce droit essentiel dans l'actuelle société est, dès l'origine, un *monopole de classe*, une structure de pouvoir, d'où il résulte que ceux qui transgressent la loi sont frappés par l'État, la magistrature et la police. Telle est la condition d'une production par entreprises. L'autre point est que les classes sociales « n'aient pas de frontières fermées ». Elles ne sont plus historiquement ni des castes ni des ordres. Appartenir à l'aristocratie foncière durait au-delà de la vie puisque le titre se transmettait d'une génération à l'autre. La propriété en titre de biens immeubles ou de grands établissements financiers a, au moins en moyenne, la durée d'une vie humaine. La « durée moyenne d'appartenance personnelle d'un individu donné à la classe dominante » tend à devenir de plus en plus courte. C'est pourquoi ce qui nous intéresse dans les formes extrêmement développées n'est plus le *capitaliste* mais le *Capital*. Ce metteur en scène n'a pas besoin d'acteurs stables. Il les trouve et les recrute où il veut et les remplace à tour de rôle de manière toujours plus dévastatrice.

AUJOURD'HUI

[Retour à la table des matières](#)

Nous ne pouvons démontrer ici que le capitalisme « parasitaire » de Lénine ne doit pas être compris au sens où le pouvoir serait davantage aux mains des capitalistes financiers que des industriels. Le capitalisme ne pouvait se répandre et s'accroître sans se différencier et sans séparer toujours plus les divers éléments qui contribuent au gain spéculatif : finance, technique, outillage, administration. La tendance est à ce que la plus grande part de bénéfice et de contrôle social échappe toujours plus aux mains des éléments positifs et actifs et se concentre dans celles des spéculateurs et du banditisme affairiste.

Nous allons donc voler de Marx à... Don Sturzo ⁸.

Celui-ci, avec sa prudence habituelle, s'est occupé du scandale de l'Institut National des Assurances. Ses propos sont intéressants : je ne peux pas dire ce qui se passait à l'époque fasciste car j'étais en Amérique et là, ces choses sont à l'ordre du jour et d'une tout autre ampleur ! Nous en étions sûrs. Le parasitisme capitaliste de l'Italie contemporaine surpasse celui de l'Italie mussolinienne et tous deux sont des jeux d'enfant en comparaison des manœuvres de l'affairisme états-unien.

L'INA dispose de fonds colossaux puisqu'il centralise tous les versements des travailleurs aux assurances sociales, comme d'autres instituts parastatiques apparentés dont les sigles sont connus. Ils paient avec lenteur et une masse énorme de numéraire circule donc dans ses

⁸ Luigi Sturzo, prêtre sicilien, fondateur en 1919 d'un parti catholique, le parti populaire italien.

caisses. Il a par conséquent le droit (tout en n'ayant ni tête, ni corps, ni âme : ce n'est pas pour rien que nous sommes dans la civilisation de *l'habeas corpus* !) de ne pas laisser *dormir* une si grande richesse ; par conséquent, il place et investit. Quelle aubaine pour l'entrepreneur moderne ! Il est le capitaliste sans capital, de même que, dialectiquement, le capital moderne est le capital sans patron, acéphale.

Le mal, nous dit le sage prêtre sicilien (dont ceux de son bord aspirent tant à faire au plus tôt un éloge funèbre dithyrambique), est la formation, à l'ombre de l'INA, de trop nombreuses *sociétés de complaisance*.

Que sont, Kaiser, les sociétés de complaisance ? Quelques types versés dans les affaires, qui ont des bureaux luxueux et sont introduits dans les antichambres économiques et politiques, qui n'ont pourtant pas un sou à eux, ni de titre à leur nom ou d'immeubles cadastrés (ni même le loyer d'une maison : ils vivent dans les grands hôtels, connaissent à fond Vanoni ⁹, mais Vanoni ne les connaît pas), font le « plan » d'une affaire donnée et fondent une société dont le seul patrimoine est ce même plan. L'argent, c'est l'INA ou quelque autre organisme similaire qui le donnera en s'appuyant, s'il le faut, sur une petite « loi spéciale », disons pour le développement de l'élevage des crabes sur les épaves de navires coulés ; problème qu'on s'empresse de mettre au rang des problèmes nationaux de premier plan, surtout si un parlementaire d'opposition fait un puissant discours contre l'inaptitude du gouvernement.

Naguère, en effet, l'entrepreneur ordinaire allait à la banque chercher des fonds à placer dans l'affaire en projet. Le banquier disait : Bon voilà, quelles sont tes garanties ? Montre tes propriétés, titres ou autres... Mais un organisme paraétatique n'a pas de ces basses exigences : le *but national* lui suffit et il sort ses sous. Le reste de l'histoire

⁹ Politicien démo-chrétien. Il fut commissaire gouvernemental de la banque régionale d'agriculture.

va de soi. Si l'entrepreneur à l'ancienne mangeait la grenouille ¹⁰ dans le cadre de son plan et de son projet de production, il était fini : son argent ne rentrait plus et il quittait, tout penaud, la classe patronale.

Notre *société de complaisance*, avec son brillant état-major, n'a pas ce souci : si elle attrape des grenouilles qui sont achetées par des gourmets à des prix rémunérateurs, c'est de l'argent gagné. Si par hasard elle n'en attrape pas, ou si personne n'en mange, pas de problème : des jetons de présence, des indemnités, des participations ont été encaissés et c'est l'INA qui paie pour la faillite du plan-grenouilles.

Avec ce petit exemple banal, nous avons expliqué ce qu'est le capitalisme d'État ou *l'économie centralisée dans l'État* : il faut préciser que la perte de l'INA est celle de tous les pauvres malheureux qui laissent dans ses caisses une nouvelle fraction du salaire quotidien.

Le capitalisme d'État est la centralisation de la finance par l'État, mise ainsi à disposition de ceux qui, momentanément, manœuvrent l'initiative des entrepreneurs. Jamais l'initiative privée n'a été aussi libre que depuis qu'elle conserve le profit et que tout risque de perte lui a été épargné en le reportant sur la collectivité.

Seul l'État peut battre autant de monnaie qu'il le veut tout en châtiant les faussaires. C'est sur ce premier principe de force que repose, dans les formes historiques successives, le procès progressif d'expropriation des petits propriétaires et de concentration capitaliste. Nous avons bien souvent dit, à juste titre, que toute économie où les entreprises ont des bilans, et où les échanges se mesurent en monnaie, ne peut échapper à ces lois.

¹⁰ It. : *prendere granchi*, litt. : « attraper des crabes » (voir plus haut), c'est-à-dire : faire des bêtises. Nous avons essayé de rendre l'expression en restant dans le registre du bestiaire.

Le pouvoir d'État prend donc appui sur les intérêts convergents de ces bénéficiaires profiteurs de plans spéculatifs d'entreprises et de leur réseau à forte liaison internationale.

Comment ces États ne prêteraient-ils pas de capitaux à ces bandes qui ne paient jamais leurs dettes envers eux mais la font payer de force aux classes exploitées en les réduisant à la famine ?

La preuve, ou si vous voulez la nouvelle preuve, que de tels États « capitalisateurs » se trouvent dans cette position de débiteurs chroniques de la classe bourgeoise, est qu'ils sont contraints d'émettre des prêts en continuant à accepter son argent et en versant des intérêts.

Une administration socialiste d'« économie centralisée » ne donnerait son aval à aucun « plan » venant de l'extérieur, de même que, d'autre part, elle ne verserait aucun intérêt. Et d'ailleurs, elle ne manipulerait pas d'argent.

Le capital *centralisé* dans l'État ne l'est que pour rendre plus aisée la conduite de la production en vue de la survaleur et du profit, qui reste « à la portée de tous », c'est-à-dire à celle des représentants de la classe des entrepreneurs, lesquels ne sont plus de simples capitaines d'industrie mais des brasseurs d'affaires déclarés ; on ne produit plus de marchandises, disait déjà Marx, on produit de la survaleur.

Le capitaliste en chair et en os ne nous sert plus à rien : le capital vit sans lui, avec la même fonction mais centuplée. Le sujet humain est devenu inutile. Une classe privée des individus qui la composent ? L'État au service non plus d'un groupe social mais d'une force impalpable, oeuvre de l'esprit saint ou du diable ? Nous manions l'ironie à la manière de notre vieux Maître Karl. Nous vous offrons la citation promise :

« Le capitaliste, en transformant l'argent en marchandises qui servent d'éléments matériels pour un nouveau produit, en leur incorpo-

rant ensuite la force de travail vivante, transforme la valeur – du travail passé, mort, devenu chose – en capital, en valeur grosse de valeur, monstre animé qui se met à « travailler » *comme s'il avait le diable au corps.* » ¹¹

Il faut prendre le capital par ces cornes.

Fin du texte

¹¹ Le soulignement est de Bordiga. Nous avons repris la traduction de Roy (t.1, p.195 des éditions sociales) dont la traduction italienne semble s'être directement inspirée. Le passage original est le suivant : « Indem der Kapitalist Geld in Waren verwandelt, die als Stoffbildner eines neuen Produkts oder als Faktoren des Arbeitsprozesses dienen, indem er ihrer toten Gegenständlichkeit lebendige Arbeitskraft einverleibt, verwandelt er Wert, vergangne, vergegenständlichte, tote Arbeit in Kapital, sich selbst verwertenden Wert, ein beseeltes Ungeheuer, das zu „arbeiten“ beginnt, als hätt'es Lieb' im Leibe. » Nous en proposons la traduction suivante : « En transformant la monnaie en marchandises qui servent de matériaux à la formation d'un nouveau produit ou de facteurs du procès de travail, en incorporant à la choséité morte de ces dernières de la force de travail vivante, le capitaliste transforme de la valeur, travail passé, réifié, mort, en capital, valeur se valorisant elle-même, monstre animé qui se met à « travailler » comme s'il avait le diable au corps. »